

Entre le juriste Philip Wood (à d.) et le directeur de la Chambre de commerce Carlo Thelen, l'art de conjuguer l'incertitude à tous les temps



Photo: David Broman

Et si, et si, et si...

«Brexit or not Brexit» – pourriez-vous répéter la question?

Que se passerait-il si le Royaume-Uni sortait de l'Union européenne?

Le référendum au Royaume-Uni pour ou contre sa sortie de l'Union européenne fait couler de plus en plus d'encre, au fur et à mesure que le 23 juin – jour fatidique – approche. Mais, malgré le fait qu'il y ait deux camps, à savoir les uns qui font campagne pour le maintien dans l'UE (les «Remain», «Stronger In», «Greener In» et autres «Help Keep Britain in Europe») et les autres qui militent pour la sortie (les «Leave» et autres «anti-EU»), la couleur de base de l'encre qui coule est «l'inconnu».

L'inconnu, car la problématique d'une sortie éventuelle du Royaume-Uni apparaît actuellement d'autant plus complexe que l'événement serait sans précédent. C'est ainsi que parler du «départ de Londres» revient à mettre Paris dans une bouteille. «Et si, et si, et si...»

Ce 31 mai, la firme internationale d'avocats d'affaires Allen & Overy a organisé une petite conférence justement sur les éventuelles suites d'un Brexit – après avoir publié une longue présentation en mars. Deux personnalités (toutes deux pro-«Remain») y étaient invitées: l'avocat britannique Philip Wood, conseiller auprès d'Allen & Overy Londres, et le Luxembourgeois Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de commerce Luxembourg. Si le premier a plutôt brossé un tableau général – économique, politique, britannique, européen et géopolitique – des aléas d'un Brexit et le second, un point de vue plus luxembourgeois, l'un comme l'autre ont conjugué l'incertitude à tous les temps.

«Il n'y a aucune certitude. L'avenir est un brouillard», dira très rapidement Philip Wood. Et d'ajouter: «Un bel indicateur de cette incertitude est la récente volatilité de la livre sterling.» Face à un phénomène potentiel que nul n'arrive à appréhender, il n'est pas étonnant de constater que l'électeur soit, pour le moins, déconcerté. «Les gens dans leur ensemble perçoivent le référendum avec

perplexité voire aburissement. Personne ne sait vraiment ce sur quoi il devra voter et quels en sont les enjeux. Même les experts sont incapables de dire avec précision quelles seraient les implications d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. La raison à cela est que l'on ne sait pas aujourd'hui de quelle nature serait la relation entre les deux parties après la sortie.» Le juriste en profitera pour faire une brève analyse de sa perception du présent et pour expliquer les raisons politiques du référendum. «Il s'agit d'une guerre civile, qui fait rage au sein de notre parti conservateur – les "Tories" – depuis au moins quarante ans, entre une aile isolationniste très à droite et une aile libérale plus ouverte sur le monde. Pendant sa campagne pour les dernières élections, David Cameron, le chef de file de l'aile "libérale", a cru bon de promettre un référendum afin de grappiller quelques voix eurosceptiques. Et maintenant, nous voilà coincés avec.»

«Un mythe»

En découlent aussi des débats de type «dialogues de sourds» où l'on ne parle pas de la même chose. Les «Leave» axent leur argumentation sur l'immigration et la souveraineté nationale, tandis que les «Remain» évoquent avant tout les risques économiques. «A mon avis, les deux camps ont raté les véritables enjeux majeurs. Ce qui fait que les électeurs vont inéluctablement continuer à cheminer cabin-caba dans la perplexité.»

Pour Philip Wood, si Brexit il y a, il s'agirait de la plus grande scission («demerger», en anglais) de l'histoire, dépassant même celle des provinces romaines dans les années 400, celle des Etats-Unis en 1776, et celles («au moins 80») du XX^e siècle avec la décolonisation et le bloc de l'Est. C'est que le Royaume-Uni, cinquième économie du monde, est membre du G8, de l'Otan, du Conseil de sécurité de l'ONU, et du Commonwealth. C'est un grand centre financier ainsi que la plus grande puissance militaire d'Europe. Aussi est-il le berceau et le garant historique de l'un des trois piliers du droit privé en Europe alors que l'un des moteurs fondamentaux de l'Union européenne est justement l'harmonisation des droits.

Le conseiller juridique passera alors en revue une série de domaines susceptibles d'être touchés par un Brexit.

- Alors que le camp du «Leave» critique les effets néfastes des compétences régulateurs de l'UE, «beaucoup de ces réglementations ont été initiées par le Royaume-Uni; et même avec une sortie de l'UE, ce dernier devrait, dans la pratique, continuer à s'y conformer».

- Quant à l'argument de la perte de souveraineté en restant dans l'UE: si on prenait un tour d'horloge pour représenter le budget de l'Etat du Royaume-Uni, «40 minutes sont consacrées à l'Etat social, 19 minutes à la défense, aux infrastructures, à la sécurité, etc., et la minute restante, c'est pour l'Europe. Bref, l'argument est un mythe».

- Si les textes prévoient bien une transition de deux ans, «à mon avis, elle en prendra au moins dix». Et pendant ce temps, «la livre pourrait être durement frappée et la notation du pays dégradée».

- L'impact sur la City? «A mon avis, il ne serait pas bon. L'on verrait des délocalisations de banques et surtout de fonds vers Dublin ou Luxembourg. D'accord, ce serait peut-être bon pour vous.»

Carlo Thelen, prenant la balle au bond, proposera des éléments de réflexion sur ce dernier point. «Certes, le Luxembourg serait bien content d'accueillir plus d'experts, notamment des Fintech. Il est un fait que nous n'en produisons pas assez chez nous. Attirer de nouveaux talents est en tête de liste dans l'agenda luxembourgeois. Mais ce gain tactique risquerait d'être supplanté par l'impact à long terme de ne plus avoir le Royaume-Uni dans l'Union, face aux économies des Etats-Unis, de la Russie, de la Chine.» Aussi, souligne le directeur de la Chambre de commerce, «nous ne devrions pas oublier que, stratégiquement parlant, le Royaume-Uni est notre premier allié lorsqu'il s'agit de défendre, à Bruxelles, nos centres financiers. Nous sommes en compétition à certains égards, mais nous sommes aussi des partenaires». Aussi ne faut-il pas croire que le Luxembourg serait seul à «bénéficier» de la délocalisation. S'annoncerait déjà un transfert de mille emplois vers Paris et le personnel de la Deutsche Bank irait à Francfort.

Enfin, un afflux d'experts londoniens pourrait impacter un marché de l'immobilier déjà bien malmené par une chronique inadéquation entre la demande et l'offre de logements. «C'est là l'un des trois défis identifiés par la Commission européenne pour le Luxembourg. Les prix de la propriété résidentielle ont pratiquement doublé entre 2000 et 2014 et il n'y a rien en vue qui indique que cela pourrait changer.»

Pomme pourrie

Une sortie du Royaume-Uni risquerait par ailleurs de donner des envies à d'autres. «Ce serait un message fort pour les Etats membres pour renégocier certaines choses, surtout en ces temps où les partis eurosceptiques suscitent déjà pas mal de troubles. L'histoire de la pomme pourrie n'est pas nouvelle.»

Il ressort de la soirée que le Brexit serait objectivement une mauvaise idée. Ce qui fait dire à Philip Wood que, pour l'électeur moyen, il s'agira de choisir de soit «lever l'ancre et s'en aller naviguer dans les eaux glacées de la mer du Nord, toutes cornes de brumes claironnantes et avec un unique projecteur vacillant çà et là dans le brouillard girvant», soit «prendre le vent du large sur un grand chariot vers des cieux d'azur».

Carlo Thelen, quant à lui, prendra une autre direction, en effleurant son analyse d'une réflexion qui, jusque-là, manquait effectivement à l'appel: les défauts, voire manquements, de l'Europe. «Pourquoi l'Union européenne est-elle devenue si difficile?», demande-t-il. «Eviter un départ britannique serait bien mais pas assez pour enclencher un retour de l'Europe. Même s'ils ont des arguments pour ne pas quitter l'Union, les citoyens britanniques auront besoin d'en trouver un pour rester membres. C'est le seul moyen pour éviter ce qui est appelé un "Brexit sans fin".»

Et de terminer, après avoir évoqué les exemples de Schuman et Adenauer: «L'Europe a besoin de restaurer la confiance. Un vrai "comeback" de l'Europe nécessiterait une communication plus transparente ainsi que des règles et un engagement clairs. Et cela paraît, pour nos politiciens d'aujourd'hui, plus difficile.»

DAVID BROMAN